

7 mars 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation politique en Ukraine, à Paris le 7 mars 2014.

Je suis tout à fait conscient du moment grave que l'Ukraine traverse. Cette rencontre, aujourd'hui, a d'autant plus de signification.

Je remercie Bernard-Henri LEVY d'avoir organisé la manifestation de ce soir qui vous permet d'être à Paris et qui nous offre cette occasion d'un dialogue.

Hier, j'étais au Conseil européen. Le Premier ministre ukrainien en était l'invité exceptionnel. Au moment où la réunion se tenait, nous apprenions la décision du pseudo « Parlement de Crimée » de demander son rattachement à la Russie et d'organiser un référendum. Au même moment, le ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS, était à Rome et avait les mêmes informations que nous.

Ce qui nous a conduits, Européens et Américains, à prendre les mêmes dispositions.

L'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine ne peuvent pas se négocier. Certes, il y a des liens historiques et culturels que nous connaissons, une autonomie qui a déjà été reconnue à la Crimée. Mais il ne peut pas y avoir de consultation sans que l'Ukraine elle-même ait décidé de l'organiser.

Les décisions que nous avons prises sont des réponses graduées en fonction de l'évolution de la situation. D'ores et déjà, il a été décidé ce qui n'allait pas de soi, lorsque la décision a été présentée devant le Conseil européen de signer l'accord d'association, notamment dans ses chapitres politiques.

Ensuite, nous avons décidé de soutenir et d'aider, autant qu'il sera possible, l'Ukraine dans ce moment très particulier et très difficile, en mobilisant les fonds du Fonds Monétaire International mais aussi les aides que l'Union européenne peut apporter.

Reste la question gazière et énergétique. On a vu la décision de GAZPROM encore aujourd'hui. Ce serait intéressant d'avoir vos propres réactions par rapport aux décisions qui ont été prises et à celles qui devraient l'être en cas d'aggravation de la tension.

Mais notre objectif, c'est aussi de laisser toujours ouverte la voix du dialogue, de manière à ce que la Russie - je parle ici du Président POUTINE - puisse saisir, autant qu'elle sera décidée à le faire, la perche qui est tendue.

Il y a toute la pression que nous devons exercer mais aussi tout le dialogue que nous pouvons proposer. Le cadre dans lequel la communauté internationale, l'Europe et la France doivent travailler, c'est l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Ce qui était également important, et c'est le rôle de Laurent FABIUS que de l'avoir obtenu, c'est que les Américains et les Européens prennent les mêmes dispositions et que nous puissions mobiliser toute la communauté internationale.

Parce qu'il y a beaucoup de pays qui peuvent s'inquiéter, si un précédent était ouvert sur la remise en cause des frontières et de l'intégrité territoriale. L'autodétermination n'a de sens que si le pays dans lequel la consultation est organisée accepte que ce principe puisse être établi. Et pour qu'il y ait un détachement, il faut qu'il y ait un rattachement. C'est là, que la responsabilité de la Russie est engagée. Merci d'avoir fait ce voyage pour nous donner votre propre version de la situation.